



Nous avons besoin de plus de femmes en politique, mais...

Toutes celles et ceux qui suivent l'actualité à la télévision ou sur les médias sociaux sont des témoins impuissants des nombreuses attaques personnelles visant les politiciens- hommes et femmes. C'est une chose que d'être en désaccord avec une décision ou une politique, et, admettons-le, nous le sommes tous à un moment ou à un autre, mais le débat sur les enjeux a récemment cédé la place au harcèlement et à l'abus qui sont ainsi devenus la norme en politique. Il ne faut pas se demander pourquoi autant de personnes que nous connaissons capables, compétentes et qualifiées n'ont aucun désir à se lancer en politique ! Plusieurs personnes ont souligné la nécessité d'une meilleure représentation des femmes en politique et ce, à tous les paliers de gouvernements, partout au pays. L'intérêt pour la sous-représentation des femmes ne fait qu'augmenter et qui peut s'en offusquer ? Seulement trois des treize provinces et territoires ont une femme à leur tête, et aucune province ni territoire ne peut prétendre s'être approché de la parité. Parmi les 31 plus grandes villes au Canada, la ville de Victoria en Colombie-Britannique est la seule qui compte plus de femmes que d'hommes qui siègent au conseil municipal. Par ailleurs, cela ne signifie pas que l'on n'observe aucun changement. Après tout, peu d'entre nous pouvaient espérer voir une femme devenir candidate finaliste aux élections présidentielles américaines ? Combien pouvaient concevoir assister à la constitution du premier conseil des ministres fédéral composé à 50% de femmes ? Cependant, aucun ne doute que le chemin à parcourir soit encore long.

Ce printemps, Condition féminine Canada a lancé un appel de propositions nommé « Outiller les femmes pour la vie politique et l'action communautaire ». En reconnaissant les obstacles auxquels font face les femmes qui se lancent en politique et ceux auxquels elles font face une fois élues, une portion des fonds est destiné entièrement à « faciliter l'intégration et la progression des femmes dans diverses fonctions politiques, notamment en créant des espaces inclusifs dans les différents domaines de la vie politique ». « Des espaces inclusifs dans les différents domaines de la vie politique », un élément crucial du droit de se sentir en sécurité, appuyé, inclus et accepté, peu importe le poste électif et le niveau de gouvernement. Malheureusement, cela est loin d'être la réalité vécue par plusieurs personnalités politiques, particulièrement les femmes, à tous les paliers de gouvernement. En tant que membre de la Coalition des conseils consultatifs sur la Condition féminine des provinces et des territoires, chacun de nos Conseils est très au fait des nombreux cas de politiciennes qui vivent du harcèlement. Fréquemment, les politiciennes sont critiquées non pas pour leurs prises de position, mais bien pour leur apparence.

Pour ce qui est des hommes politiques, la plupart du temps la critique à laquelle ils font face n'est pas liée à leur manière de s'habiller, de se coiffer ou à leur apparence en général. Pour les femmes, la situation est complètement différente. Ce qui est inquiétant, c'est que la critique provient autant des hommes que des femmes. Ce qui est encore plus inquiétant, c'est que ce harcèlement provient autant du public en général que des collègues.

Lorsque l'on discute de ce sujet de préoccupation commun avec des individus et des organisations à travers le pays, il semble qu'il existe très peu de règlements et de codes de conduite ayant des conséquences réelles pour les élus qui s'adonnent à des comportements inacceptables. Si, par exemple, un conseiller municipal est réélu par l'électorat malgré un comportement négatif envers d'autres élus municipaux ou employés de la municipalité, peu de recours sont disponibles pour s'assurer que ce conseiller se conduise de manière respectueuse dans l'avenir. S'il y a peu de choses qui peuvent être faites pour s'assurer du comportement respectueux des élus, il en est de même quant au comportement du public face aux élus. Nous investissons du temps et des ressources significatives afin d'apprendre à nos enfants à se respecter eux-mêmes et entre eux et à résoudre leur différend de manière respectueuse. Ne devrions-nous pas donner l'exemple ? Ne devrions-nous pas faire preuve d'un comportement respectueux et d'avoir recours à moyens appropriés pour gérer nos différends ? Ne devrions-nous pas encourager plus de femmes et d'hommes à être candidats à des fonctions politiques en nous assurant que la politique est un lieu de débat respectueux plutôt que le théâtre d'attaques personnelles ?

Nous avons besoin de politiques et de codes de conduites favorisant des espaces de travail respectueux ainsi que de la formation obligatoire et de la conformité obligatoire non seulement dans les lieux de travail, mais aussi pour chacun des élus à tous les niveaux de gouvernement. En tant qu'individus, nous devons dénoncer le recours à des attaques personnelles en tant que moyen de critiquer les décisions politiques avec lesquelles nous sommes en désaccord. Critiquer la décision et non la personne, il y a une différence.

Linda Ross, Chair of the Coalition